

BAE SYSTEMS SOUS LES FEUX DE LA RAMPE...

par **Bruno L.G. CARRÉ** / Chercheur associé à l'IRIS

BAE Systems sous les feux de la rampe...

Fort du « Vertical Take Of »¹ réussi par son prédécesseur Sir Richard Evans, Mike Turner a, pour sa part, conduit le champion britannique rénové à investir massivement aux États-Unis, marché jugé très porteur et beaucoup plus profitable que son marché domestique en raison du *modus operandi* contractuel et à tourner le dos à l'Europe.

Par suite, au terme d'un chantage au désinvestissement de sa société au Royaume-Uni et de sa relocalisation aux États-Unis, il a réussi à imposer ses vues au No10 Downing Street et à Whitehall, et obtenu que Londres définisse et mette en place (difficilement, faute de moyens) une stratégie industrielle de défense qui lui garantit une situation de quasi monopole dans les trois secteurs terre/air/mer et donc des profits « acceptables » (peut-être devrait-on plutôt dire des rentes, voire des prébendes ?).

Tout récemment, au nom de l'intérêt national, il a obtenu l'arrêt de l'enquête du service central des fraudes britannique sur les prévarications qui entoureraient les contrats Al Yamamah 1, 2 et 3 (pour un montant de £43 Milliards) de fourniture d'avions de combat et d'appui au sol Tornado aux Saoudiens².

Peu avant le départ de Tony Blair, il est de ceux qui ont tenu la plume qui a signé l'accord transatlantique (unique en son genre) qui libéralise les échanges et les transferts de technologie dans le domaine systèmes d'armes.

Mieux encore, il y a quelques jours, son groupe pouvait se réjouir de la décision de Gordon Brown d'avaliser le programme de modernisation de la force de dissuasion britannique qui inclut la construction des 3 ou 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dans les chantiers navals de BAE Systems. Il est vrai que le nouveau Premier Ministre britannique n'a eu aucune difficulté à entériner la décision de son prédécesseur, puisque les SNLE britanniques sont basés en Écosse, son pays d'origine et son fief électoral.

Enfin, il y a une semaine à peine, les États-Unis avaient donné leur feu vert à l'acquisition par BAE Systems pour un montant de £2,2 Milliards de la société d'armement Armcor.

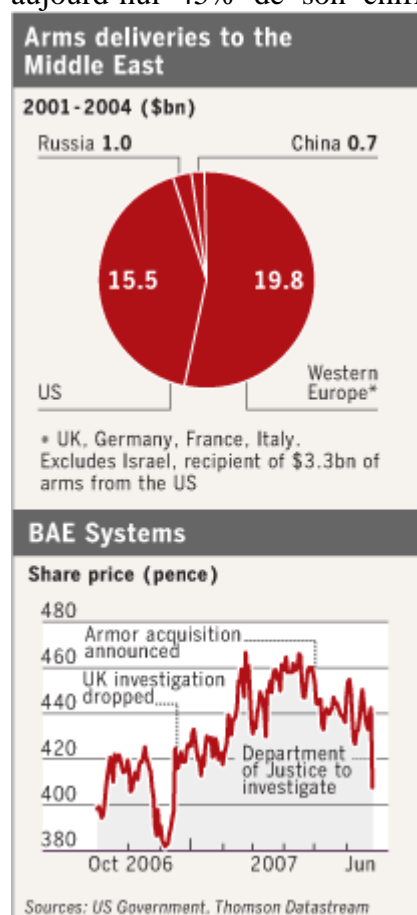
Fort de tous ces succès et d'un pouvoir croissant sur les deux rives de l'Atlantique, BAE Systems était progressivement devenu un « chéri » des investisseurs et un vecteur de relations stratégiques supplémentaire entre Londres et Washington! Las, la vie n'étant pas plus un long fleuve tranquille pour Mike Turner et son groupe que pour les autres, pavé dans la marre, le Département de la Justice fédéral américain (DoJ) a fait savoir en début de semaine qu'il envisage d'ouvrir sa propre enquête sur les pratiques commerciales du quatrième plus grand groupe mondial d'armement et en particulier sur les soupçons de corruption de la famille royale saoudienne, principalement de Prince Sultan via Prince Turki Bin Nasser.

¹ Titre du livre écrit en 1999 par Sir Richard Evans, alors PDG de British Aerospace et Colin Price sur la « révolution culturelle » opérée au sein du groupe et qui a permis sa refonte et sa croissance spectaculaire.

² On se reportera avec intérêt au dossier d'investigation, sans doute très subjectif de David Leigh et Rob Evans, « The secrets of Britain's arms trade » du Guardian en ligne <http://www.guardian.co.uk/baefiles>.

Les marchés financiers ont immédiatement sanctionné cette annonce (baisse des cours de l'action de 8% mardi³) et c'est £1,2 Milliards de la valeur capitalisée de BAE Systems qui se sont évaporés dans la journée de mardi.

Naturellement, les analystes s'inquiètent des conséquences commerciales et politiques qu'une telle enquête peut avoir sur le futur de cette société qui réalise aujourd'hui 45% de son chiffre d'affaires aux États-Unis et est devenu le 6^{ème} fournisseur du Pentagone et pour qui l'Arabie Saoudite est le 3^{ème} client.



De fait, dans l'hypothèse d'une conclusion défavorable de l'enquête, d'une part le groupe britannique pourrait être interdit d'activités aux États-Unis ; d'autre part, les relations commerciales entre BAE Systems et l'Arabie Saoudite seraient gravement endommagées et annihileraient sans doute les chances de signer le 4^{ème} contrat Al Yamamah pour la fourniture d'avions Eurofighters. Enfin, il pourrait en résulter de graves tensions entre Londres et Washington et conjointement des deux alliés avec l'Arabie Saoudite.

Cas d'école d'un jeu stratégique à somme non nulle entre coopérateurs⁴, cette enquête est un des premiers problèmes auquel le nouveau Premier Ministre britannique va devoir faire face.

Le judiciaire américain succombera-t-il aussi devant la raison d'état ? Ce n'est pas impossible, car en définitive, on ne voit pas bien ce que Washington et les industriels d'Outre-Atlantique auraient à gagner dans cette affaire qui serait certes très dommageable à un BAE Systems un peu envahissant, mais qui éclaboussant nécessairement la famille royale saoudienne, accentuerait encore un peu plus l'anti Anglo-

américanisme dans la région et créerait des tensions entre les deux alliés. Alors à qui profitera cette deuxième enquête sur des flux financiers ? À d'autres, peut-être ? En tout état de cause, au plan des principes, la *realpolitik* sait très bien que, dans certaines régions du monde, elles sont des pratiques commerciales courantes si ce n'est obligées d'une économie parallèle. Le dénier voire le renier est aussi hypocrite que de faire retirer les armes du dessous d'un avion de combat exposé au salon du Bourget pour en voiler l'usage final comme le fit un Président de la République française en 1981 au nom d'un idéalisme d'opérette !

³ Tableaux ci-dessous : Sources : Financial Times, DoJ/BAE Systems, 26/07 2007, Copyright The Financial Times Limited 2007

⁴ Jeux qui présentent à la fois des éléments coopérants et compétitifs ; concurrents au sein d'une alliance coopérative.

Personne ne conteste que les lois sur la corruption soient nécessaires. Mais à ce jour, elles sont mal pensées, mal rédigées et mal exécutées. Partant, elles profitent davantage aux esprits véritablement corrompus qu'à ceux qui veulent vraiment assainir l'économie internationale, mais surtout comme le déclenchement de l'action judiciaire est différent d'un pays à l'autre, elles faussent encore un peu plus le jeu de la concurrence.